



*Observatoire de la Turquie*  
*12<sup>e</sup> séminaire*

LA TURQUIE AU CENTRE  
D'UN JEU ENERGETIQUE COMPLEXE ?

Paris, 23 avril 2015

autour de  
**Francis PERRIN**  
Président de Stratégies et Politiques Energétiques (SPE)

et  
**Deniz ÜNAL**  
Economiste et rédactrice en chef de la collection *Panoramas* du CEPII

animé par  
**Didier BILLION**  
Directeur adjoint de l'IRIS

*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie  
de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie  
Ministère de la Défense*



## **PROPOS LIMINAIRES - Didier Billion**

Depuis plusieurs années, l'Observatoire de la Turquie s'est fixé le but de décliner les multiples dossiers afférents aux évolutions de la politique intérieure et extérieure de ce pays. Or, paradoxalement, la question des enjeux énergétiques n'a pas été abordée depuis longtemps.

Pourtant, dans le cadre de ce qu'il convient d'appeler l'affirmation de la Turquie sur la scène régionale et internationale, c'est presque devenu une banalité d'évoquer l'importance de ces dossiers énergétiques et du rôle acquis par Ankara sur ces problématiques. Au-delà des formules générales, nous avons néanmoins quelques difficultés à cerner précisément le moment présent et les perspectives de moyen terme.

Les dossiers concernant les enjeux énergétiques connaissent fréquemment de multiples rebondissements et les jeux d'alliances ou de contre-alliances peuvent se modifier très rapidement ce qui rend leur compréhension complexe.

C'est pourquoi il nous a paru utile de consacrer la 12<sup>e</sup> session de l'Observatoire à ce sujet éminemment géopolitique. En effet, s'il est éventuellement facile de saisir le rôle de *hub* énergétique joué par la Turquie, il est plus difficile d'en décrypter les logiques, les dynamiques et les évolutions potentielles.

Nous connaissons certes, plus ou moins précisément, les accords et les contrats avec l'Iran, l'Azerbaïdjan, l'Irak, compliqué dans ce cas par l'existence de deux interlocuteurs, le gouvernement de Bagdad et les autorités kurdes du nord de l'Irak, la Russie... mais la question principale, c'est bien sûr l'articulation entre ces différents niveaux et les différents partenaires sur laquelle il convient d'approfondir nos réflexions.

En outre, les dossiers énergétiques peuvent aussi cristalliser des rivalités politiques aiguës, comme on le constate notamment à propos des ressources en hydrocarbures *offshore* qui existent autour de l'île de Chypre et dont nous avons récemment constaté qu'elles avaient été la cause - à moins que ce ne soit un prétexte ? - de la rupture des laborieuses discussions entre les deux parties de l'île.

Outre les aspects géopolitiques, il nous est aussi apparu nécessaire de considérer les enjeux et les défis plus strictement économiques pour un pays dont la vitalité économique est parfois spectaculaire, mais qui reste dépourvu de ressources énergétiques.

Dans cette perspective, peut-être sera-t-il aussi opportun d'aborder la question du nucléaire, dossier d'actualité avec la signature de deux contrats de construction de centrales qui induisent, outre les coûts économiques, la question des spécificités géologiques de la Turquie et donc des risques sismiques.

Enfin, se pose aussi la question cruciale des rapports avec l'Union européenne (UE) sur ce dossier,

considérant à la fois l'incapacité de cette dernière à se doter d'une politique énergétique commune, son refus d'ouvrir le chapitre de négociations dédié à l'énergie et le rôle pourtant incontournable de la Turquie dans l'acheminement des hydrocarbures vers les marchés de l'Europe occidentale.

## **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR FRANCIS PERRIN**

Même si les questions énergétiques ne se limitent pas aux seuls hydrocarbures, il est clair, à propos de la Turquie, qu'ils constituent l'essentiel de la problématique. D'autant qu'en matière d'énergie, nous savons la dimension géographique capitale, or la situation exceptionnelle de la Turquie lui permet d'être une plateforme connectée à la Russie, l'Asie centrale, la région de la mer Caspienne et le Moyen-Orient.

Trois dimensions essentielles doivent être examinées pour avoir une idée précise des enjeux énergétiques de la Turquie dans son environnement proche :

- la Turquie est un marché énergétique important ;
- la Turquie est un pays incontournable pour le transit international du pétrole ;
- la Turquie est un pays au fort potentiel pour le transit du gaz naturel vers l'UE.

### **La Turquie : un marché énergétique important**

La Turquie compte 78 millions d'habitants et connaît une forte croissance démographique. Depuis le début de la décennie 2000, la croissance et le développement économiques de la Turquie ont été rapides, or quand un pays voit sa population et son économie croître simultanément, les besoins énergétiques se font inéluctablement de plus en plus importants.

La Turquie produit peu d'hydrocarbures et doit donc importer la quasi-totalité de ses besoins. La faiblesse de sa production interne fait de la Turquie un marché énergétique de premier ordre, notamment pour le gaz naturel et représente un enjeu majeur pour les pays voisins fournisseurs. En 1987, la compagnie turque Botas acheminait 520 millions de m<sup>3</sup> de gaz, 40 milliards aujourd'hui, c'est-à-dire quatre-vingt fois plus. De 1998 à 2014, les ventes intérieures de gaz naturel en Turquie ont été multipliées par quatre. La Russie, *via* Gazprom, est le principal fournisseur, suivie de l'Iran et de l'Azerbaïdjan. Pour ces trois pays, les livraisons de gaz se font par gazoducs. L'Algérie et le Qatar sont pour leur part les deux principaux fournisseurs de Gaz naturel liquéfié (GNL).

## **La Turquie : un pays incontournable pour le transit international du pétrole**

Tout d'abord, les détroits, du Bosphore et des Dardanelles, sont centraux pour le transit du pétrole. Ces dernières années, environ 3 millions de barils de pétrole par jour les ont traversés. Toutefois, s'ils conservent une importance stratégique indéniable, ils ne se situent qu'au sixième rang mondial et ne sont donc pas des détroits clés en matière de transport du pétrole. En réalité, le transit du pétrole à travers la Turquie est loin de se limiter à ces détroits.

Ensuite, la compagnie BP, associée à d'autres grandes compagnies pétrolières, a développé l'exploitation de trois champs pétroliers considérables en mer Caspienne. En 2014, ces champs produisaient près de 640 000 barils de pétrole par jour et représentaient un investissement cumulé de plus de 30 milliards de dollars. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), avec une capacité de transport de 1,2 million de barils de pétrole par jour, répond au besoin d'exportation de ces trois champs. BP exploite les sections de cet oléoduc en Azerbaïdjan et en Géorgie et Botas exploite les sections en Turquie. Cet oléoduc est capital et a permis à l'Azerbaïdjan de ne pas dépendre de la Russie pour exporter son pétrole vers les marchés internationaux.

Enfin, l'oléoduc qui va de Kirkouk (Irak) à Ceyhan (Turquie) est un ouvrage ancien qui a mal vieilli pour des raisons techniques (l'Irak n'a pas toujours eu les moyens d'entretenir cet oléoduc), mais également des raisons sécuritaires. La capacité théorique de transport de cet oléoduc est de 1,6 million de barils par jour mais, actuellement, sa capacité réelle est de 400 000 barils par jour, c'est-à-dire à peu près le tiers de la capacité du BTC. Au niveau des incidences sécuritaires, il faut savoir qu'en 2014, pendant plus de six mois, aucun baril n'a pu être transporté en raison d'activités répétées de sabotage. Le transport a redémarré à l'automne 2014 et, en février-mars 2015, environ 8,5 millions de barils de pétrole brut irakien ont été exportés vers le terminal de Ceyhan.

Cet oléoduc dépend des autorités politiques de Bagdad et d'Ankara, mais un troisième acteur, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), s'est récemment affirmé comme incontournable. Ce dernier souhaite en effet s'autonomiser par rapport à Bagdad dans de nombreux domaines et le pétrole représente un élément clé de ce processus. Ainsi, les dirigeants de la région du Kurdistan irakien ont décidé de construire leur propre oléoduc, au grand dam de Bagdad. Cet oléoduc va du Kurdistan irakien à Ceyhan et possède une capacité de transport de 300 000 barils par jour que les dirigeants du GRK ont l'intention de développer à l'avenir. Des accords entre Bagdad et Erbil (capitale du Kurdistan irakien) ont été conclus et prévoient, entre autre, que le Kurdistan irakien utilise cet oléoduc pour aider Bagdad à exporter le pétrole de Kirkouk, au vu des fortes difficultés en matière de sécurité d'exploitation de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan. L'année 2015 sera très

certainement une année test pour vérifier le respect de ces accords par les deux parties.

### **La Turquie : un pays au fort potentiel pour le transit du gaz vers l'UE**

En mer Caspienne, Shah Deniz, un champ géant de gaz naturel et de condensats (liquide proche du pétrole et de meilleure qualité) de première importance est exploité depuis 2006. La première phase du projet d'exploitation de ce gisement correspond à l'acheminement du gaz vers l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. En 2013, la décision finale d'investissement a été prise, et la seconde phase d'exploitation a été lancée. Le gaz de Shah Deniz sera acheminé vers ces trois pays et, au travers du gazoduc trans-adriatique TAP (Trans Adriatic Pipeline), vers les marchés européens. Le gazoduc TAP ira de la frontière gréco-turque jusqu'à l'Italie *via* l'Albanie et l'Adriatique. Lors de la première phase d'exploitation, la capacité d'acheminement était de 9 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an. Lors de la seconde phase d'exploitation, 16 milliards de m<sup>3</sup> supplémentaires par an seront acheminés, dont 10 milliards pour la Turquie et 6 pour l'UE.

L'achèvement de ce projet est prévu pour 2018-2019. Il permettra la concrétisation du projet de corridor gazier sud et c'est donc désormais une logique d'acheminement connecté qui prévaut en permettant au gaz de la mer Caspienne de parvenir directement au sein de l'UE. Ce corridor gazier sud a une grande importance stratégique pour deux raisons : d'une part, il permettra d'accroître l'approvisionnement en gaz et, d'autre part, il permettra une diversification des sources d'approvisionnement pour l'UE, ce qui contribuera à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

La Turquie présente un potentiel de transit gazier vers l'UE par d'autres voies : celles liées à la **Russie**, au **Moyen-Orient** et à la **Méditerranée orientale**

Après l'abandon, à la fin de l'année 2014, du projet *South Stream*, **la Russie** s'est lancée dans un nouveau projet avec le *Turkish Stream*. La capacité de transport du *South Stream* était de 63 milliards de m<sup>3</sup> par an et le fait que le *Turkish Stream* ait strictement la même capacité de transport n'est pas véritablement un hasard... Un protocole d'accord signé entre Gazprom et Botas à la fin de l'année 2014 prévoit que 16 milliards de m<sup>3</sup> de gaz seront réservés à la Turquie et 47 milliards de m<sup>3</sup> de gaz pour l'UE.

En raison des tensions récurrentes entre la Russie et l'UE au cours des derniers mois, le projet du *Turkish Stream*, reliant la Russie à la Turquie en passant par la mer Noire, s'arrêtera à la frontière turco-grecque. Ainsi, pour bénéficier de ce gaz, les Européens devront construire les infrastructures nécessaires à partir de cette frontière, ce qui indique une logique russe différenciée selon ses partenaires. Par ailleurs, la Russie accentue aussi la pression sur l'UE en la mettant en garde à

propos de l'arrêt du transit du gaz russe par l'Ukraine après l'année 2019.

**Au Moyen-Orient**, le gaz viendrait de l'Iran et de l'Irak.

Si un accord définitif voit le jour entre l'Iran et le P5+1 à l'horizon du mois de juin 2015, on peut s'attendre, à plus ou moins brève échéance, à une levée des sanctions, même s'il existe de nombreux scénarios à ce sujet et que l'agenda reste encore incertain. L'Iran se considère comme un géant pétrolier et gazier qui a été privé de marchés à cause des sanctions occidentales et veut reconquérir sa place légitime. Si ces dernières sont levées, l'Iran augmentera de façon importante ses capacités de production et d'exportation d'hydrocarbures et posera des conditions à l'égard de ses concurrents. Ce que pense l'Iran pourrait se résumer ainsi : « soit vous diminuez vos parts de marché, soit il y aura trop de pétrole sur le marché et les prix chuteront ». Avec cette menace, l'Iran espère infléchir l'Arabie saoudite et les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). On ne peut toutefois pas être certain aujourd'hui que Téhéran soit prêt à aller au bout du bras de fer avec l'Arabie saoudite, la confrontation étant en effet difficile à tenir face à un rival disposant de très fortes réserves financières. C'est pourquoi la République islamique d'Iran espère probablement ne pas avoir à aller jusqu'à une guerre des prix, tout en comprenant parfaitement qu'il existe une fenêtre d'opportunités qui peut lui être favorable dans un contexte mondial de demande pétrolière en augmentation. L'Iran assume donc une stratégie claire, privilégie les marchés occidentaux plutôt qu'asiatiques et souhaite travailler avec les leaders mondiaux du secteur des hydrocarbures (BP, Total, Chevron, Exxon Mobil...), qui eux-mêmes désirent revenir s'implanter en Iran. Pour l'exportation du gaz iranien, la voie royale serait une voie partant de l'Iran, passant par la Turquie pour parvenir au sein de l'UE.

Le gouvernement fédéral d'Irak et la région du Kurdistan irakien, pour leur part, veulent également exporter leurs hydrocarbures, et la voie de transit par la Turquie s'impose. Les récents accords conclus entre Bagdad et Erbil incluent cette dimension.

**La région de la Méditerranée orientale** possède également un fort potentiel gazier, suscitant néanmoins davantage d'interrogations car l'exploration n'en est qu'à ses débuts. Des découvertes importantes ont été faites au large d'Israël et de Chypre (gisement Aphrodite). Cette région va aussi devenir une région productrice et exportatrice de gaz, situation déjà avérée dans le cas d'Israël. L'UE, dans sa stratégie potentielle d'union énergétique et de diversification de ses sources d'approvisionnement, notamment à l'égard de la Russie, est à la recherche de ces nouveaux marchés. Le rôle de la Turquie est sur ce point ambigu : elle peut en effet être un levier mais également un trouble-fête dans la mesure où Chypre est en jeu. Ankara ne manque pas de rappeler que ces sources d'énergies doivent bénéficier à tous les Chypriotes et a, à plusieurs reprises, envoyé

des navires de guerre patrouiller en zone de forage. Aucun dérapage n'a eu lieu pour l'instant, mais la Turquie exerce de fortes pressions tout en relançant l'exploration au large de ses propres côtes.

## **Conclusion**

La Turquie est un marché énergétique important et en croissance. C'est un pays qui joue déjà un rôle majeur pour le transport du pétrole brut à travers le port clé de Ceyhan sur la mer Méditerranée. La Turquie va permettre à l'UE de se doter d'une nouvelle source d'approvisionnement en gaz en provenance de la mer Caspienne. La Turquie est un acheteur de gaz russe et LE partenaire pour le futur du *Turkish Stream*. Ainsi, la Turquie regarde dans deux directions : vers l'UE et vers la Russie. Cette posture est risquée mais si l'arrêt du transit du gaz russe par l'Ukraine et la levée des sanctions internationales contre l'Iran ont effectivement lieu, la Turquie s'affirmerait encore plus comme pays de transit incontournable des énergies vers l'Union européenne et un acteur stratégique et géopolitique majeur.

La Turquie devrait pouvoir renforcer son rôle déjà considérable de *hub* pétrolier et gazier. Cependant, quelques éléments sont susceptibles de freiner la mise en œuvre de cette stratégie. Tout d'abord, la demande intérieure de gaz en Turquie augmente fortement et rapidement, ce qui peut limiter ses ambitions de devenir un *hub* régional et explique la volonté des autorités turques de diminuer la part de gaz dans leur mix énergétique. Ensuite, la Turquie a des relations souvent complexes avec ses voisins : l'Union européenne, la Russie qui est un allié mais dont la Turquie peut contrecarrer la stratégie, l'Iran, l'Irak qui n'apprécie pas les relations établies entre le GRK et Ankara considérant que la constitution irakienne accorde un monopole à Bagdad sur le secteur énergétique, Chypre ou encore Israël. Enfin, le retour de l'Iran sur la scène régionale est un élément positif, à condition que Téhéran ne devienne pas un concurrent trop important pour la Turquie. En effet, l'Iran a également pour ambition d'être un *hub* pétrolier et gazier pour les régions de la mer Caspienne et de l'Asie centrale, vieille ambition stratégique dont les sanctions internationales ont contrarié la réalisation.

## **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR DENIZ ÜNAL**

### **Les besoins énergétiques de la Turquie**

Au cours des années 2000, la Turquie a enregistré une convergence économique indéniable par rapport aux pays riches. Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début du nouveau

millénaire, très peu de pays ont pu combler leur écart de richesses par rapport aux pays développés, à l'exception du Japon et des quatre dragons d'Asie. Dans les années 2000, s'opère un renversement de situation, certains pays en développement (PED) réalisant une percée économique, notamment la Chine, aujourd'hui leader mondial dans la production et le commerce.

Dans cette dynamique, la Turquie a fait d'impressionnants progrès, surtout après la grave crise qu'elle a connue en 2000-2001. Ces progrès de la Turquie ont été rendus possibles grâce à une totale remise en cause de son modèle de développement antérieur et à une stabilisation de son économie, notamment aux niveaux des politiques macroéconomique et budgétaire. La Turquie est passée d'un modèle de développement basé sur une compétitivité-prix à un modèle centré sur une meilleure allocation des ressources du pays qui ne bénéficiaient pas véritablement des politiques de taux de change ou des politiques menées par le secteur public.

Bien que la Turquie soit passée à un stade économique plus avancé, elle reste un pays en développement sur le modèle des grands émergents. Selon les critères de l'OCDE, en deçà d'une moyenne d'un PIB/habitant de 12 000 dollars par an, un pays n'est pas considéré comme étant riche (en Turquie, il est de 10 000 dollars par habitant), et il doit par ailleurs représenter au moins 1 % du Produit intérieur brut (PIB) mondial. Six pays remplissent actuellement ces critères d'émergence : la Chine, l'Indonésie, le Brésil, le Mexique, l'Inde et la Turquie. En 2014, en matière de PIB/habitant, la Turquie était le pays le plus riche des grands émergents. Depuis 2001, la Turquie a rattrapé son retard par rapport aux pays riches de l'OCDE, tandis que le Brésil et le Mexique sont restés plutôt stables.

La croissance économique va de pair avec l'utilisation de l'énergie. La Turquie est en convergence par rapport aux pays riches à la fois en matière de revenus et de consommation énergétique. En revanche, en matière de consommation d'énergie primaire (forme d'énergie brute avant toute transformation) par habitant, la Turquie reste à un niveau de consommation moindre par rapport aux pays riches de l'OCDE.

La dépendance énergétique turque (ratio consommation/production en énergie primaire) est supérieure à celle des autres grands émergents. L'Indonésie et la Russie exportent le double de leur production, le Mexique enregistre quelques excédents énergétiques mais est globalement proche de l'équilibre, et la Chine produit autant qu'elle consomme. Le Brésil et l'Inde sont également dépendants énergétiquement, mais leur situation est sans commune mesure avec celle de la Turquie qui consomme quatre fois plus qu'elle ne produit. La Turquie est énergétiquement plus dépendante que la France et la Grande-Bretagne, tout en étant moins riche, ce qui induit de nombreux défis. De plus, la Turquie se trouve dans un environnement régional complexe et ses relations de voisinage sont parfois tendues. La Turquie importe du pétrole brut de l'Iran (35 % des importations turques), d'Irak, d'Arabie Saoudite et de Russie. Pour le gaz, 60 % de ses importations viennent de Russie,

20 % d'Iran, 20 % d'Irak. Elle importe 10 % de GNL algérien.

La Turquie aspire à être moins dépendante énergétiquement et possède pour ambition, depuis les années 1990, de devenir une plateforme énergétique centrale. Devant les bons résultats économiques du pays cette volonté est d'ailleurs désormais prise au sérieux par ses partenaires. Elle essaie par ailleurs d'augmenter sa propre production et a mis en place, sous l'impulsion du Fonds monétaire international (FMI), au début de la crise en 2000-2001, une nouvelle politique énergétique. La Turquie a notamment mis fin à une gestion énergétique entièrement publique, a procédé à des privatisations dans la production et la distribution, et a encouragé le secteur privé à s'impliquer dans ce secteur. L'une des conditions imposées par le FMI concernant les entreprises publiques a été la mise en place d'autorités régulatrices. Même si la Turquie a fait de grands progrès en ce sens, on observe toutefois encore des phénomènes de clientélisme, particulièrement prégnants pour les petits projets, comme par exemple dans le secteur du charbon. Après des tragédies comme celle de la catastrophe minière de la compagnie Soma en 2014, la crainte de nombreux Turcs à l'égard du nucléaire et de son contrôle sont compréhensibles.

Néanmoins, si la Turquie rencontre des difficultés de régulation institutionnelle et de capacités de financement, on constate qu'elle est convenablement située par rapport à ses voisins dans le domaine de l'énergie et qu'elle a un fort potentiel de progression.

### **La dimension géostratégique de l'énergie**

L'énergie ne relève pas de problématiques strictement économiques, mais un secteur dans lequel les considérations géostratégiques sont centrales.

L'exemple de l'Iran illustre très bien ce paramètre. Les statistiques sur les importations turques provenant d'Iran s'arrêtent en 2010 et cela n'est pas anodin. En effet, le cas du commerce pétrolier avec l'Iran s'est transformé en une forte crise politique. En raison de sa forte dépendance énergétique, la Turquie ne pouvait en effet pas arrêter d'importer du pétrole iranien malgré les sanctions internationales mises en place à l'encontre de Téhéran. L'impossibilité de payer l'Iran *via* les canaux financiers officiels internationaux a conduit Ankara à inventer un stratagème de contournement. La Turquie a importé de l'or des Émirats arabes unis (pour lesquels les statistiques sur le commerce s'arrêtent aussi en 2010), pour ensuite l'exporter en Iran. Ankara est ainsi devenu, en 2012, l'un des principaux exportateurs d'or au monde. Dans ce système, des entrepreneurs privés iraniens ont monté des sociétés en Turquie, une banque turque, la Halk Bankasi, a noué des partenariats avec ces derniers et a déposé sur leurs comptes des lingots d'or, ensuite placés en Iran. Cet or figurait en poste d'exportations pour la Turquie, et les exportations d'or furent alors si importantes qu'elles sont devenues financièrement équivalentes aux montants des exportations

automobiles. Ce système a eu des conséquences graves pour la Turquie car il a conduit une banque publique à contourner l'embargo occidental. De plus, cette banque était très proche des milieux politiques gouvernementaux et une partie de l'argent détourné s'est, à un moment donné, retrouvé dans les mains de responsables de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) à des fins de financement politique. Les sanctions économiques contre des pays aussi grands que l'Iran ou la Russie impactent ainsi également leurs voisins et peuvent contribuer à les déstabiliser. La Turquie avait déjà souffert des sanctions contre l'URSS durant la Guerre froide et fait aujourd'hui face à un scénario semblable avec le cas des sanctions contre l'Iran.

Enfin, d'autres enjeux sont présents dans la région avec l'enjeu eurasiatique. La Turquie pourrait ainsi nouer des alliances énergétiques alternatives avec la Chine. Les nouvelles routes de la soie que la Chine tente de dessiner dans la région intéressent aussi Ankara. Tous les projets énergétiques ne peuvent pas passer uniquement par l'Occident et, à moyen terme, la Chine pourrait être une autre source de financement pour des projets turcs, notamment avec la création de la Banque asiatique d'investissement visant à financer les infrastructures.

La question du Kurdistan représente enfin un enjeu d'ampleur pour la Turquie, aussi bien politique qu'économique. Si les Kurdes parviennent à constituer un État et si la Turquie parvient à s'allier aux Kurdes, cela peut alors représenter une grande opportunité économique pour Ankara et ses partenaires kurdes. Mais, à ce stade, force est d'admettre que ce ne sont que des hypothèses dont nous ne maîtrisons pas tous les paramètres.

## **SYNTHÈSE DES DÉBATS**

### **▪ *Les enjeux énergétiques en relation avec l'UE***

#### **La demande européenne de gaz**

Il existe un problème majeur en matière d'énergie au sein de l'UE, mais il faut distinguer le court terme, le moyen terme, le long terme et le très long terme. L'UE est dans une situation de crise économique depuis 2008, ce qui pèse fortement sur sa demande énergétique, en particulier sur sa demande gazière. Dans ses dernières projections, l'Agence internationale de l'énergie estime qu'il faudra attendre 2030 pour que l'UE retrouve son niveau de demande de 2010, ce qui indique l'impact des crises à répétition qu'elle subit, sans oublier sa meilleure efficacité énergétique et la

montée en puissance du secteur des énergies renouvelables. Mais les gazières internationaux sont optimistes et rappellent que la production de gaz de l'Europe (aux Pays-Bas et en Norvège) est en déclin, et ce de manière *a priori* irréversible. Ainsi, même si la demande gazière européenne ne progresse pas, la diminution de la production domestique fera mécaniquement augmenter le besoin d'importations.

Si l'on se place dans une logique de moyen terme, on peut s'attendre à ce que l'UE retrouve un rythme de croissance modéré qui amplifiera ses besoins énergétiques. De plus, le gaz est la plus propre des énergies fossiles et s'avère intéressant en matière de compétitivité économique, mais aussi environnementale. Dans un contexte de réchauffement climatique, la consommation de gaz pourrait monter en puissance et jouer un rôle de transition entre les énergies fossiles et les énergies nouvelles. Ainsi, si on tient compte de ces différents aspects, on peut avoir une vision raisonnablement optimiste des perspectives de demande gazière au sein de l'UE à moyen et long termes.

### **Le traité de libre-échange avec les Etats-Unis**

La question de l'exportation de gaz et de pétrole de schiste états-unien est une question centrale pour la Turquie et l'UE. Les Etats-Unis sont en passe de devenir des exportateurs nets et, à partir de 2016-2017, exporteront notamment du GNL vers l'Asie et l'Europe. L'Asie est le marché le plus intéressant car il est en pleine croissance et les prix y restent plus élevés que pour l'UE. Mais cette dernière est un allié important des États-Unis et sa dépendance à l'égard de la Russie doit être diminuée. Il y aura donc un arbitrage entre des considérations économiques, qui pousseront à exporter plus vers l'Asie, et une logique géostratégique pour permettre à l'UE de diversifier ses sources d'approvisionnements en gaz.

L'administration Obama prend beaucoup de temps à arbitrer ces questions car elle doit arbitrer entre la logique de deux lobbies : celui des pétroliers et celui des industriels non pétroliers qui est très dépendant des énergies et veut conserver le pétrole sur le territoire national pour ses propres besoins. L'administration Obama ne veut s'opposer ni à l'un ni à l'autre et les décisions sont prises au cas par cas.

### **Le *Turkish Stream* et la filière GNL**

Certains considèrent que le *Turkish Stream* ne remplacera pas entièrement le transit *via* l'Ukraine. Ce qui apparaît certain, c'est que le discours officiel russe adressé aux Européens indique qu'après 2019, plus un seul m<sup>3</sup> de gaz ne sera exporté par l'Ukraine. Il restera donc trois possibilités de

transit du gaz russe vers l'UE : le Belarus, le *North Stream* et le *Turkish Stream*.

Le coût de la filière GNL est plus élevé que la filière gazoduc, mais le gazoduc présente le problème d'être une filière fixe, d'un point de départ à un point d'arrivée, et il suppose également une grande confiance envers et entre les pays qu'il traverse. En dépit de ses coûts supérieurs, l'option GNL en Méditerranée orientale n'est pas écartée car elle permet plus de flexibilité. Pour le GNL, il faut des volumes de gaz importants pour que les opérations de transformation soient rentables. A Chypre, avec le gisement Aphrodite, des quantités trop faibles de gaz ont à ce stade été découvertes pour que le transport maritime du GNL soit rentable. Par conséquent, des négociations ont lieu avec Israël pour combiner ces deux sources de gaz.

La troisième option est celle du gaz naturel comprimé (GNC), plus rentable, que les sociétés nord-américaines tentent de promouvoir. Selon certains, la Méditerranée orientale pourrait être un laboratoire grandeur nature pour tester cette filière du GNC.

Dans tous les cas, la notion de coût moyen reste très sujet à caution et fluctue en fonction des évolutions géopolitiques.

### **Le processus d'adhésion à l'Union européenne**

L'ambition de la Turquie de devenir un véritable *hub* pétrolier et gazier est un enjeu de sa relation avec l'UE. La Turquie est déjà une plateforme énergétique et le sera encore plus à l'avenir. Du point de vue de la Turquie, c'est un atout majeur dans les négociations d'adhésion avec l'UE. Cela lui permet en effet de contribuer à la satisfaction du besoin énergétique et de contribuer à la diversification des approvisionnements de l'UE. La situation géographique de la Turquie montre à quel point elle est un pays indispensable sur le plan énergétique et stratégique.

#### ▪ ***Les énergies non conventionnelles (pétrole et gaz de schiste)***

Sur la question du pétrole et du gaz de schiste, nous nous trouvons au cœur d'une aventure qui est en train de s'écrire et qui a débuté dans les années 2000 aux États-Unis. Ces derniers sont devenus, grâce au gaz non conventionnel, et en particulier au gaz de schiste, le premier producteur de gaz dans le monde devant la Russie, et le premier producteur mondial de pétrole brut devant la Russie et l'Arabie Saoudite. Le schiste est une véritable révolution technico-économique. La production pétrolière états-unienne n'avait cessé de diminuer depuis les années 1980, mais, en 2008, elle est repartie à la hausse grâce à l'exploitation du schiste. Toutefois, à cause de la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014, une partie de la production n'est plus rentable. Pour ce qui concerne cette ressource énergétique, les équilibres sont très fragiles. La simple anticipation de la signature de

l'accord entre l'Iran et le P5+1 fera par exemple osciller les prix à la baisse. Le pétrole et le gaz de schiste ne vont pas tuer l'activité d'extraction traditionnelle mais il convient de se poser un certain nombre de questions. Quel est le seuil de résistance de l'industrie des producteurs du non conventionnel aux États-Unis face à la baisse des prix ? Une remontée du prix du pétrole va-t-elle entraîner le retour de certains industriels du pétrole de schiste ? Leur retour va-t-il permettre la mise en place d'un tarif plafond, empêchant ainsi le prix de remonter à un niveau trop haut ? Quels sont les impacts sur d'autres pays ? Certains pays refusent de se lancer dans le pétrole et le gaz de schiste, d'autres hésitent, d'autres y vont ou veulent y aller (Argentine, Australie, Arabie Saoudite, Algérie, Royaume-Uni, Pologne). Quelle est la capacité des compagnies pétrolières internationales à réellement concurrencer les États-Unis et à produire du gaz et pétrole de schiste dans d'autres pays ? Dans tous les cas de figure, il faut saisir qu'aucun choix ne sera jamais irréversible et que cela restera avant tout la loi du marché qui déterminera les investissements.

La Russie, quant à elle, continue à déclarer que le gaz de schiste n'est pas une énergie propre et demande aux Européens de ne pas céder aux chimères états-uniennes. La Russie ne souhaite pour l'instant pas parler du non conventionnel car elle n'y trouve pas encore un réel intérêt. Cependant, le jour où la Russie réalisera que le pétrole et le gaz de schiste sont des réalités économiques rentables, elle exploitera sans l'ombre d'un doute son potentiel considérable.

L'exploitation du schiste, il génère des problèmes bien connus comme celui des besoins en eau liés à la technique de fracturation hydraulique, paramètre particulièrement sensible pour les pays en situation de stress hydrique potentiel. Toutefois, des progrès ont été faits dans ce domaine, puisque l'on sait désormais retraiter et réutiliser cette eau. La question de la pollution des nappes phréatiques n'est en outre pas spécifique au gaz et au pétrole de schiste. Aujourd'hui, si l'industrie pétrolière travaille correctement et de façon responsable, les risques environnementaux peuvent être maîtrisés.

#### ▪ *Les autres formes d'énergie et les explorations énergétiques en Turquie*

##### **Bore et énergie solaire**

Pour le bore, on se place sur du très long terme. A ce stade, ce n'est pas un choix sérieusement envisagé dans les options énergétiques par les compagnies pétrolières et gazières.

Les énergies renouvelables, dont le solaire, ne sont pas une priorité de la politique énergétique de la Turquie. L'énergie solaire demande de l'ensoleillement et de l'espace, conditions remplies en Anatolie, mais elle est également une énergie très capitalistique : le coût d'installation des centrales solaire ou des parcs éoliens est extrêmement lourd. Si des pays qui possèdent un fort potentiel ne

s'engagent pas plus avant dans l'exploitation de l'énergie solaire, c'est principalement pour des raisons de financement. Toutefois, les besoins de la Turquie en énergie sont en croissance et elle ne pourra pas apporter un seul type de réponse à ce défi. Elle sera obligée de diversifier ses sources d'énergie et devra renforcer son efficacité énergétique.

### **La recherche de pétrole en Turquie**

La géologie est une science capricieuse mais il ne faut pas écarter la possibilité de découvertes pétrolières et gazières en Turquie. C'est un territoire vaste et encore sous exploré. Les autorités turques ont pour objectif d'intensifier les explorations en terre et en mer. Outre la question des ressources, sans doute considérables, notamment en mer, se pose également les questions économiques : si pétrole il y a, est-il récupérable ? Est-il économiquement rentable ?

La plupart des compagnies engagées dans l'exploration en Turquie estiment que la mer Noire peut contenir des ressources considérables en hydrocarbures. En mer Egée, il apparaît que l'intensification de l'exploration est un véritable casse-tête à cause des nombreuses îles grecques. Mais ce n'est pas *a priori* en mer Egée que le potentiel gazier et pétrolier serait le plus important. En mer Méditerranée, l'exploration suscite encore beaucoup d'interrogations et il serait imprudent de faire des projections trop hâtives.

#### ▪ ***Les sanctions économiques internationales***

Il y a depuis toujours des débats sur l'efficacité des sanctions économiques. Ce qui est certain, dans le cas de l'Iran, c'est qu'elles ont été efficaces par rapport au but recherché, c'est-à-dire amener Téhéran à la table des négociations. Il n'est pas sûr que l'accord de Lausanne aurait pu aboutir sans les sanctions, dont l'impact semble incontestable. Avec l'embargo européen en 2012, les exportations de pétrole sont passées de 2,5 millions de barils par jour à 1 million par jour. A cela, se sont ajoutées d'autres sanctions occidentales, achevant de contribuer à l'asphyxie progressive de l'économie iranienne. Même les conservateurs se sont rendus compte que le pays allait au-devant de graves difficultés.

La Russie, au vu de sa taille, n'est pas un pays à qui l'on peut imposer des sanctions sans que cela n'induisse des problèmes géopolitiques centraux : elle pousse le pays à constituer de nouveaux jeux d'alliances et le rapprochement entre la Russie, la Turquie et la Chine en constitue une conséquence. Ce rapprochement résulte incontestablement des sanctions et peut cristalliser d'importantes reconfigurations géopolitiques sur le terme.

La Turquie, a déclaré avoir été indirectement sanctionnée par la crise iranienne. Néanmoins, elle avait obtenu une exemption sur les sanctions et avait été autorisée à importer un certain volume de

pétrole iranien. L'Iran s'est tourné vers l'Asie en faisant appel aux compagnies indiennes et chinoises, mais souhaite le retour des compagnies occidentales car elles restent sans nul doute leaders dans le secteur des hydrocarbures. D'autant que les accords avec la Chine et l'Inde n'ont pas été véritablement satisfaisants pour Téhéran.

- ***L'énergie par rapport aux enjeux stratégiques régionaux***

### **Daech**

D'un point de vue énergétique, Daech est un enjeu à la fois majeur et mineur. En matière de flux pétroliers mondiaux, Daech ne représente pas grand-chose. A l'été 2014, le groupe terroriste contrôlait une production de pétrole en Irak et en Syrie de 80 000 barils par jour. En faisant un calcul sur une année, à supposer que Daech vendait à l'époque le baril à quarante dollars, on arrive à des flux financiers de centaines de millions de dollars par an. Ce constat est certes inquiétant, et la somme considérable pour acheter des armes ou financer l'afflux des djihadistes, mais au regard de la production mondiale, cela n'affecte en rien l'économie internationale du pétrole.

L'Irak produit 3 millions de barils par jour et, dans quelques années, elle pourra en exporter 6 à 7 millions par jour. Daech représente un enjeu de sécurité pour la région mais est absent dans le sud de l'Irak. Rien qu'avec le sud, l'Irak peut continuer à produire au même rythme, ce qui a été constaté pendant plusieurs mois lorsqu'aucun baril ne partait ou ne passait par le Nord. Personne ne laissera Daech descendre vers le Sud de l'Irak, région où se trouve concentrée la majeure partie des gisements et donc les compagnies occidentales. Dans la conjoncture, l'Irak peut continuer à produire 3 millions de barils de pétrole et à en exporter 2,5 millions de barils par jour.

La Syrie, quant à elle, est aujourd'hui hors du jeu pétrolier.

## **BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS**

### **FRANCIS PERRIN**

Après des études de sciences économiques et de sciences politiques à l'université Pierre Mendès France (UPMF) de Grenoble, Francis Perrin a travaillé durant plusieurs années comme journaliste et consultant indépendant sur l'énergie et les matières premières avant de rejoindre, en 1991, le Centre arabe d'études pétrolières (Arab Petroleum Research Center - APRC). Il a été rédacteur en chef de *Pétrole et Gaz Arabes (PGA)* et *d'Arab Oil & Gas (AOG)* entre 1991 et 2000 et directeur de la rédaction de l'ensemble des publications de l'APRC entre 2001 et début 2012.

Début 2012, Francis Perrin a créé Stratégies et Politiques Energétiques (SPE), dont il est le président.

Francis Perrin donne par ailleurs des cours à l'UPMF et à IRIS Sup<sup>7</sup>. Il collabore à l'hebdomadaire spécialisé *Petrostratégies*. Il rédige les chapitres sur le pétrole et les produits pétroliers dans le rapport annuel *Cyclope* sur les matières premières.

### **DENIZ ÜNAL**

Deniz Ünal est économiste et rédactrice en chef de la collection *Panoramas* du CEPII qui propose des éclairages statistiques sur les questions d'économie internationale.

Ses domaines de recherche comprennent le commerce international des biens et des services, les accords de commerce régionaux, les comparaisons internationales de niveaux de prix et de coûts salariaux dans l'industrie, la Turquie et la Chine.

Deniz Ünal consacre son temps libre à la littérature. Elle est responsable du domaine turc aux Editions Bleu et a traduit plusieurs oeuvres de la littérature moderne turque en français sous le pseudonyme d'Elif Deniz.

## **Liste des participants :**

**Bastien Alex**, Chercheur à l'IRIS

**Efthymis Aravantinos**, Conseiller de presse, ambassade de Grèce à Paris

**Serap Atan**, Directrice, Institut du Bosphore

**Ariane Bonzon**, Journaliste, *Slate.fr*

**Didem Bora**, Coordinatrice à Paris, Institut du Bosphore

**Rémy Bouallegue**, Chargé de mission Russie, CEI, Géorgie, Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

**Julien Bueb**, Chargé de mission Economie, environnement et développement, Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

**Emilia Capitaine**, Assistante de recherche, IRIS

**Samuel Carcanague**, Chercheur à l'IRIS

**Julien Cécillon**, Rédacteur Grèce, Turquie, Direction de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

**Stefan Constantinescu**, Ministre conseiller, ambassade de Roumanie à Paris

**Mathilde Danger**, Assistante de recherche, IRIS

**Jean-Marie Demaldent**, Professeur émérite de science politique, Université Paris Ouest Nanterre

**Patrick Desjardins**, Consultant, Patrick Desjardins Conseil

**Nur Dolay**, Journaliste

**Petra Fuxova**, Conseillère, ambassade de la République Tchèque à Paris

**Thorniké Gordadze**, Conseiller Formation, études et recherches à l'IHEDN

**Sami Kiliç**, Journaliste, *Zaman France*

**Manh Largemain**, Chargé de mission Environnement et énergies, Direction générale des relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**Anthony de Matos Goncalves**, Etudiant en Géoeconomie à l'IRIS Sup'

**Anne Pinasa**, EDF, DDI Département Grands Projets

**Damira Ripert**, Business Analysis Manager Middle East, Turkey & Africa, Corporate Directorate for European and International Relations - International Affairs, GDF Suez

**Nihat Sarier**, Président, Plateforme de Paris

**Alain de Savigny** , Ecrivain et conférencier sur l'Empire ottoman

**Hanifi Senlik**, Secrétaire général, Fédération d'Entrepreneurs et de Dirigeants de France (FEDIF)

**Valéry Sens**, Chargé de mission Bulgarie, Chypre, Roumanie, Turquie 5+5, Service Europe, Amérique du nord, action multilatérale, Direction générale des relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**Christopher Shand**, DGM / DEEI / STRAT / Pôle énergies (hydrocarbures), ministère des Affaires étrangères et du Développement international

**Iro Skrapa**, Stagiaire, Bureau de presse, ambassade de Grèce à Paris

**Serif Ali Tekalan**, Recteur de l'Université Fatih à Istanbul

**Pierre Wyss**, Fonctionnaire à la Préfecture de Police de Paris

**Ozan Yigitkeskin**, Editeur, Acturca

**Olgun Yucekok**, Conseiller, ambassade de Turquie à Paris

**Pınar Yüzer**, TUSIAD